



**PRÉFET DE LA MOSELLE**

**Direction Départementale des territoires**  
Service aménagement, biodiversité et eau

**RECEPISSE DE DEPOT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT LA MISE EN CONFORMITE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT  
SUR LA COMMUNE DE LANDANGE**

**Dossier n° 57-2016-00226**

**LE PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE DES TRAVAUX**

- VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse
- VU le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Emmanuel BERTHIER, Préfet de la Moselle ;
- VU l'arrêté DCTAJ n°2016-A-29 du 5 janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Björn DESMET Directeur Départemental des Territoires, pour le fonctionnement général de la Direction Départementale des Territoires de la Moselle ;
- VU la déclaration n°2016-DDT/SG/AJC n°1 du 11 janvier 2016 portant subdélégation de signature pour le fonctionnement général de Direction Départementale des Territoires de la Moselle ;
- VU L'arrêté de prescriptions générales ;
- VU le dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement considéré complet à la date du 25 mai 2016 présenté par la Communauté de Communes des Deux Sarres enregistré sous le n° 57-2016-00226.

**DONNE RECEPISSE DU DEPOT DE SON DOSSIER DE DECLARATION AU PETITIONNAIRE  
SUIVANT :**

**Communauté de Communes des Deux Sarres (CC2S)  
44b rue du Général de Gaulle  
57790 LORQUIN**

concernant : la mise en conformité du système d'assainissement à Landange.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Arrêté de prescriptions générales à respecter
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales : 1. Supérieure à 600 kg de DBO <sub>5</sub> (A) 2. Supérieure à 12 kg de DBO <sub>5</sub> , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO <sub>5</sub> (D)	Arrêté du 21 juillet 2015
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1. Supérieure à 600 kg de DBO <sub>5</sub> (A) 2. Supérieur à 12 kg de DBO <sub>5</sub> , mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO <sub>5</sub> (D)	Arrêté du 21 juillet 2015
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A). 2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Arrêté du 28 novembre 2007

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 25 juillet 2016 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R 214-35 du code de l'environnement.**

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

**En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.**

A cette échéance, une copie du récépissé sera affichée à la mairie de la commune de LANDANGE où cette opération doit être réalisée et le dossier de déclaration sera consultable en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Moselle ([www.moselle.gouv.fr](http://www.moselle.gouv.fr) -Territoires – eau et pêche – Décision du domaine de l'eau – déclaration et autorisation) durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, « sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L. 214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

**Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R216-12 du code de l'environnement.**

**Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et le cas échéant de la date de mise en service.**

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche éventuelle d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Metz, le - 6 JUIN 2016

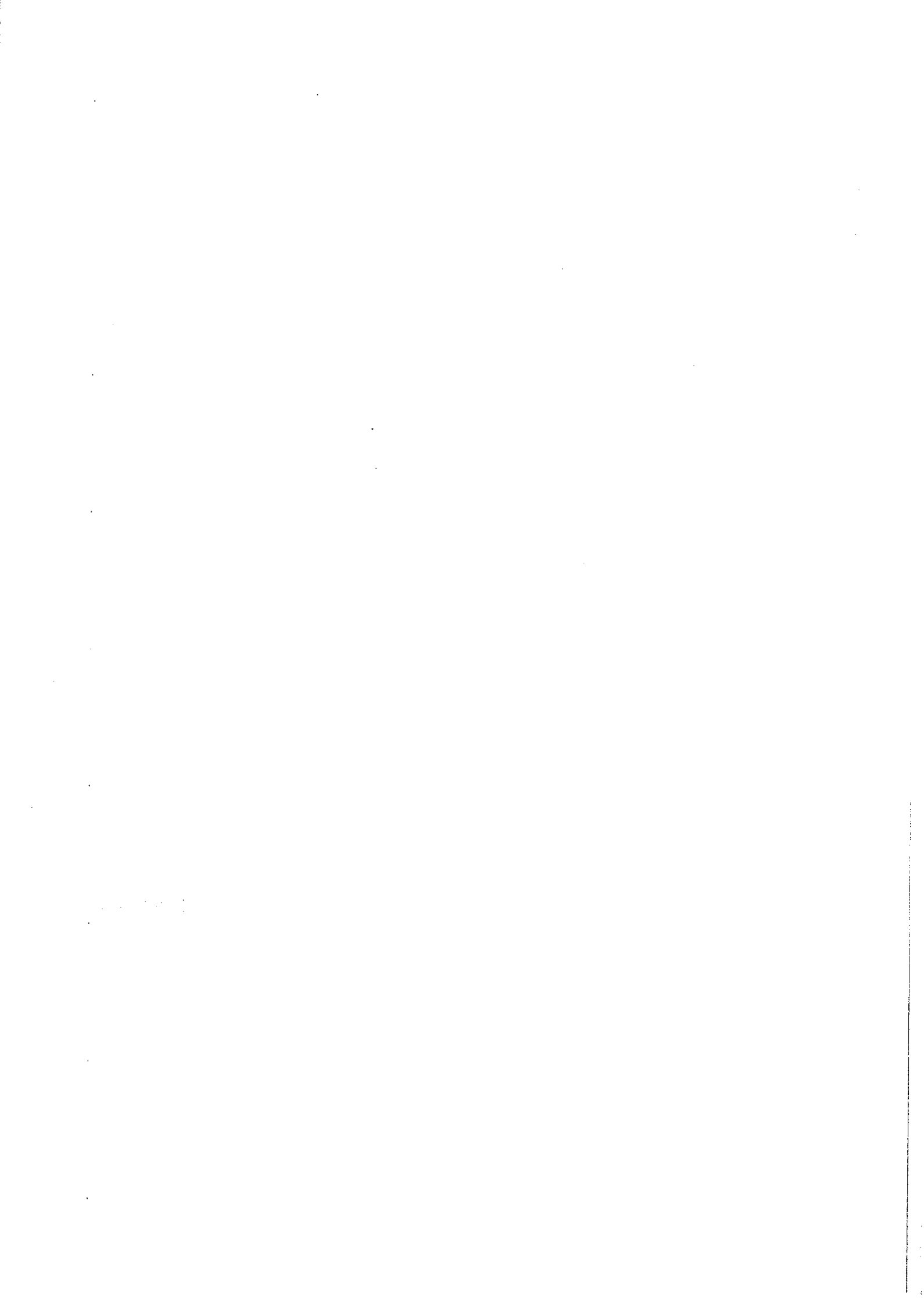
Pour le Préfet et par délégation,

LA RESPONSABLE DE L'UNITE POLICE DE L'EAU



VALERIE ANTOINE-POTIER

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



**FICHE DESCRIPTIVE**  
**STATION D'EPURATION de LANDANGE**

**Mise en conformité des réseaux et système d'assainissement  
de la commune de LANDANGE**

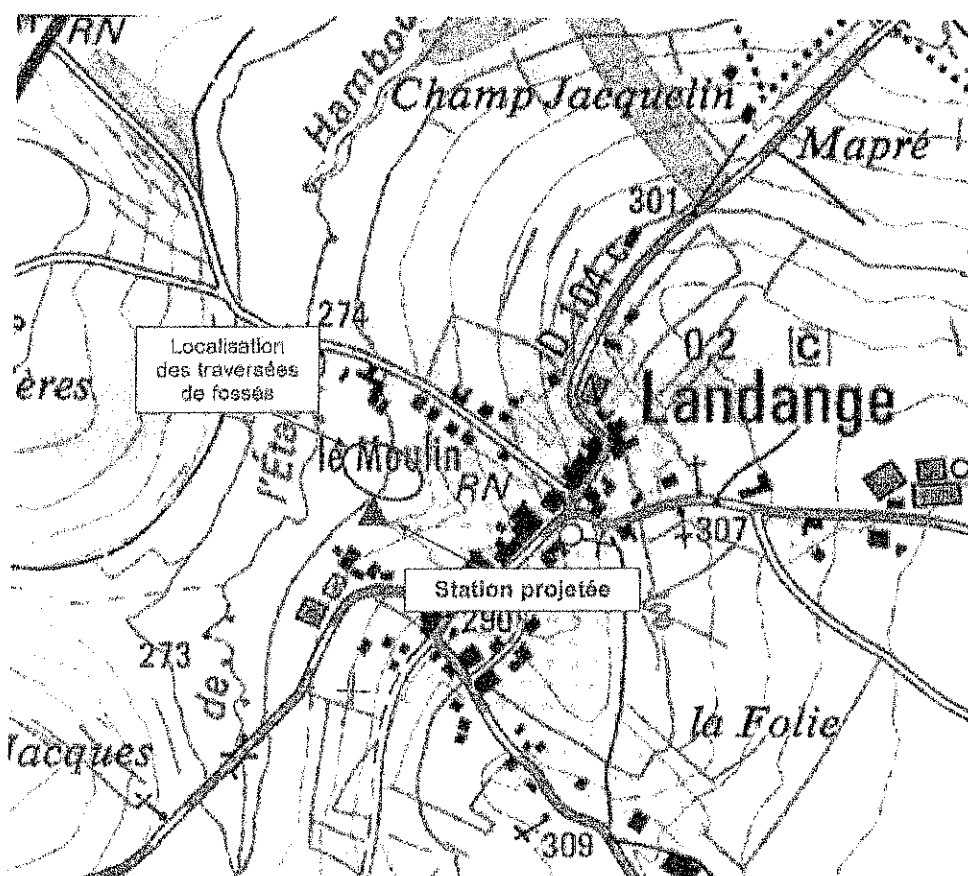
**Récépissé Déclaration n° 57-2016-00226**

**1 - GENERALITES**

**Coordonnées Maître d'ouvrage :** Communes des Deux Sarres (CC2S)  
44 B rue du Général de Gaulle - 57790 LORQUIN  
Représentée par Monsieur Jean-Luc CHAIGNEAU - Président  
Tél : 03 87 24 92 75

**N° SIRET :** 245 701 230 000 63      **Mail :** [communaute-2-sarres@wanadoo.fr](mailto:communaute-2-sarres@wanadoo.fr)

**Plan de situation du IOTA :**



**Milieu récepteur :** Le Ruisseau de l'Etang Hambourg

**Bassin élémentaire :** Sarre

**Masse d'eau (nom et code) :** RUISSEAU DE GONDREXANGE – FRCR421 - Objectif de bon état en 2027

**Ruisseau du rejet :**

QNNA2 = 180 l/s

QMNA<sub>5</sub> = 105 l/s

**Echéancier des travaux :**

- Démarrage des travaux : 3ème/4ème trimestre 2016

## CARACTERISTIQUES DU RESEAU

**Communes raccordées : LANDANGE**

**Effluents non domestiques raccordés :**

- Les entreprises artisanales et industrielles d'activités diverses implantées sur la commune ne peuvent pas se raccorder sans l'accord du maître d'ouvrage (convention de raccordement) ;
- Ces activités ne rejettent dans le réseau que des eaux usées assimilables à des eaux usées domestiques ;
- Aucune pollution industrielle ne sera déversée.

La commune de Landange dispose d'un zonage d'assainissement.  
Le réseau communal est de type unitaire

**Déversoirs d'orage :**

DO	Lieu	Coordonnées Lambert 93		Milieu récepteur	DBO <sub>5</sub> en kg/j	Canalisation BA Diamètre	Charge estimée EH collectés
DO_L1	Ruelle du Parterre	X :	991 242	Fossé	0,9	300 existant	15 EH
		Y :	6 848 509				
DO_L2	Rue du Savé	X :	991 242	Fossé	3,6	400 existant	60 EH
		Y :	6 848 509				
DO_L3	Rue du Savé	X :	991 242	Fossé	4,5	400 existant	75 EH
		Y :	6 848 509				
DO_L4	Rue du Moulin	X :	991 076	Ruisseau de l'Etang Hambourg	4,5	500 existant	75 EH
		Y :	6 848 748				
DO_L5	Rue de St Georges	X :	991 096	Fossé	0,9	400 existant	15 EH
		Y :	6 848 241				
DO_STEU	Est rue du Moulin	X :	991 089	Ruisseau de l'Etang Hambourg	9,6	200	160 EH
		Y :	6 848 590				

(\*) Flux estimé sur la base réglementaire de 60 gr de DBO5 par habitant et par jour

**Postes de refoulement :**

Surverse	Lieu	Coordonnées Lambert 93		Milieu récepteur	DBO <sub>5</sub> en kg/j	Canalisation BA Diamètre existant	Charge estimée EH collectés
PR	Rue du Moulin	X :	991 094	Ruisseau de l'Etang Hambourg	5,4	ZRV – Fossé	90 EH
		Y :	6 848 607				

Le débit maximal pour transiter dans le réseau sans déversement correspond au débit de pointe horaire, soit 2,2 l/s.

## CARACTERISTIQUES DU SYSTEME DE TRAITEMENT

L'ouvrage d'épuration se situera sur le ban communal de LANDANGE. Rue des Grands Jardins (section n° 3-parcelle n° 94 et 97), pour une population totale prise en compte de 230 habitants.

Coordonnées Lambert 93 : STEP X : 991 089 Y : 6 848 590

Situation	Débit en m <sup>3</sup> /j	Capacité en kg/j de DBO <sub>5</sub>	Capacité en EH (*)
temps sec	83,8	/	/
référence (nominale)	117,3	15	250
Maximale	141	/	/

(\*) Sur la base réglementaire de 60 gr de DBO<sub>5</sub> par habitant et par jour

La filière de traitement sera de type : Filtre planté de roseaux à écoulement vertical à 1 étage de traitement. Elle comportera les ouvrages suivants :

- Etage 1 de 156 m<sup>2</sup> par casier, composé de trois massifs filtres en parallèle, fonctionnant en alternance
  - Dispositif de dégrillage fin en entrée (option automatique)
  - Canal de comptage type venturi équipé d'une sonde de mesure en entrée de STEU
  - Ouvrage de chasse et regard de répartition associé pour l'alimentation gravitaire du 1<sup>er</sup> étage
  - Un étage de filtration comprenant trois casiers, composé d'une géomembrane d'étanchéité, d'un matériau de filtration et de drainage d'une épaisseur de 0,80 m à 1 m, d'un réseau d'alimentation (aérien) et d'un réseau de drainage
  - Canal de rejet et de comptage type venturi des eaux traitées en sortie de STEU
  - Zone de rejet végétalisée entre la STEU et le milieu récepteur
  - Un chemin d'accès aux ouvrages
  - Une clôture ceinturant l'ensemble du site avec portail d'accès

## EXIGENCES DU REJET

Niveau de traitement : Taux Global de Dépollution visé : 50 %

Paramètres	Concentration maximale proposée	Concentration maximale réglementaire	Rendement minimal proposé	Rendement minimal réglementaire
DBO <sub>5</sub>	35 mg/l	35 mg/l	60 %	60 %
DCO	140 mg/l	200 mg/l	60 %	60 %
MES	60 mg/l	/	50 %	50 %
NK		/		/
NGL		/		/
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>		/		/
Pt		/		/

Traitement spécifique du phosphore : Non

<b>Concentration rédhibitoire moyenne journalière (*) (cf. article 22-II-1 de l'arrêté du 21/07/2015)</b>	
DBO5	70 mg/l
DCO	400 mg/l
MES	85 mg/l

(\*) Ces paramètres doivent, en dehors des situations inhabituelles, respecter les concentrations rédhibitoires figurant dans le tableau ci-dessus (tableau 6 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21/07/2015)

### **FILIERE BOUES**

La filière d'élimination des boues sera l'épandage agricole ou le compostage. L'épandage éventuel des boues issues de la STEU devra faire l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau.

Seules les boues fortement minéralisées et non fermentescibles seront à évacuer du premier étage du filtre planté de roseaux approximativement une fois tous les 10 à 15 ans. En cas de non-conformité, les boues seront envoyées en centre spécialisé.

### **AUTOSURVEILLANCE**

Aucun ouvrage de surverse situé à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une pollution journalière d'une capacité  $\geq 2\ 000$  EH et nécessitant une autosurveillance n'est prévu.

**Les informations d'autosurveillance à recueillir sont :**

- vérification de l'existence de déversements sur les déversoirs en tête de station et estimation des débits rejetés
- estimation du débit en entrée ou en sortie de station : mesure du débit sur la file eau
- mesure des caractéristiques des eaux usées en entrée et en sortie de station

**La fréquence minimale, les paramètres et le type de mesures à réaliser sur la file eau de la STEU sont :**

- 1 bilan 24 h tous les deux ans pour les paramètres pH, débit, T°, MES, DBO5, DCO, NH4, NTK, NO2, NO3, Ptot.

**Production documentaire à communiquer au service police de l'eau et à l'agence de l'eau :**

> **Cahier de vie** à jour à transmettre pour information :

- à élaborer et à mettre à jour régulièrement par le maître d'ouvrage au plus tard deux ans après la publication de l'arrêté

NB : La transmission des données de l'autosurveillance se fera sous forme informatique au format SANDRE.

### **MESURES CORRECTRICES**

**1- Rappel des prescriptions applicables à la STEU (conformité avec l'arrêté du 21/07/2015) :**

- obligation de clôture
- affichage sur le terrain
- transmission à la Police de l'Eau et à l'Agence de l'Eau du procès-verbal et des résultats des essais de réception



## **2- Mise en service :**

- période de plantation à adapter en fonction de l'avancement du chantier pour avoir des plants déjà suffisamment robustes au début de l'alimentation
- lors de la mise en service, des précautions sont à respecter, notamment un désherbage manuel des filtres lors du démarrage
- lors de la mise en œuvre, un entretien permanent est à instaurer pour permettre aux roseaux d'empêcher la formation d'une couche colmatante en surface

## **3- Entretien et suivi :**

- un diagnostic du système d'assainissement est à réaliser au moins tous les 10 ans
- un entretien régulier des DO est à prévoir afin d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité
- toute interruption ponctuelle du traitement complet des effluents par le système de traitement pour entretien ou amélioration sera à demander au moins un mois avant le début de la période d'arrêt au service Police de l'Eau

## **4- Evénements exceptionnels et incidents :**

- En cas de rejet d'effluents ne respectant pas les performances annoncées, le maître d'ouvrage devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu et évaluer son impact.
- Tout incident intéressant cette déclaration doit être déclarée au Préfet et au service Police de l'Eau directement par le maître d'ouvrage qui devra prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de la nuisance, évaluer les conséquences de l'incident et y remédier.

## **MESURES COMPENSATOIRES**

### **5- Traversées de fossés :**

- les traversées des cours d'eau seront faites perpendiculairement à celui-ci afin de réduire le linéaire touché par les travaux
- la génératrice supérieure de la canalisation aura une couverture entre 0,80 et 1,00 m afin d'éviter leur mise à jour
- la partie de canalisation enterrée sous le cours d'eau ne comprendra aucun raccord
- après le comblement de la tranchée, le fond du lit sera reconstitué à l'identique (nature et granulométrie)
- les berges seront reconstituées à l'identique et devront être renforcées en recourant à des techniques végétales + géotextile coco
- les travaux se feront en période d'assez et à partir de la berge
- intervenir le moins possible entre le mois d'avril et début août, période de croissance de végétaux, de fraie de certains poissons et de nidification des oiseaux
- pendant les travaux la continuité hydraulique du cours d'eau est assurée vers l'aval ( mise en place de tuyau ou pompage)
- l'entreprise prendra toutes les précautions pour le départ des MES vers l'aval avec mise en place d'un barrage de paille ou gravillon avec géotextile
- les engins de chantier seront lavés avant le commencement des travaux
- pour la pose des canalisations, pas d'utilisation de laitier en fond de fouille
- le pétitionnaire préviendra l'Onema et la Fédération de pêche lors des travaux pour le passage des conduites en traversée du ruisseau
- pour la renouée du japon, l'entreprise doit être sensibilisée à la problématique des plantes invasives

### **6- Zone de Rejet Végétalisée (ZRV) :**

La zone de rejet doit faire l'objet d'une attention particulière et d'un entretien régulier pour maintenir sa fonctionnalité et compléter le traitement :

- les dépôts de sédiments retirés doivent être complètement évacués du site et déposés hors zone humide et zone inondable
- les dépressions qui se forment naturellement ne doivent pas être remblayées
- aucun stockage de matériaux ne doit être fait sur le site

- des visites régulières sur le terrain sont à faire systématiquement toute l'année par les agents qui contrôlent la station
- le fonctionnement de la zone doit être maintenu par la présence de méandres et une vitesse d'écoulement adaptée et continue
- le contrôle de la ZRV est à intégrer lors des visites régulières dans le cadre du SATESE ou de l'ATC

**7- Mesures d'accompagnement en phase travaux à mener sur l'ensemble de la zone travaux :**

- la circulation des engins de travaux publics sera limitée aux emprises du projet (chemin dehalage, zones de dépôt, ...) délimitées hors des secteurs « sensibles »
- le stationnement des engins de travaux publics et le stockage de carburants ne pourra se faire qu'au niveau des secteurs définis préalablement
- toutes les précautions seront prises afin de ne pas générer de pollution des eaux superficielles par rejet d'huiles, d'hydrocarbures ou autres substances indésirables
- enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister aussitôt après l'achèvement des travaux
- procéder à un décapage des terres souillées par les produits polluants
- évacuer les déchets récupérés vers les sites habilités à traiter les terres polluées
- lancer des analyses et une campagne de dépollution ciblée si nécessaire